

République française

Au nom du peuple français

COUR D'APPEL DE DOUAI

TROISIÈME CHAMBRE

ARRÊT DU 10/03/2011

N° de MINUTE :

N° RG : 10/03414

Jugement (N°)

rendu le 13 Avril 2010

par le Tribunal de Grande Instance de DOUAI

REF : FG/CP

APPELANTE

Le distributeur Y venant aux droits du fournisseur X pris en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège

ayant son siège social [...]

Représenté par la SCP CONGOS VANDENDAELE, avoués à la Cour

Assisté de Me Philippe BECU, avocat au barreau de BETHUNE

INTIMÉS

La Société G prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège

ayant son siège social [...]

La SARL N. prise en la personne de son gérant domicilié en cette qualité audit siège venant aux droits de M. Dominique N.

ayant son siège social [...]

Représentés par la SCP CARLIER REGNIER, avoués à la Cour

Assistés de Me Bertrand MEIGNIE, avocat au barreau de DOUAI

COMPOSITION DE LA COUR LORS DES DÉBATS ET DU DÉLIBÉRÉ

Françoise GIROT, Président de chambre

Stéphanie BARBOT, Conseiller

Marie Laure BERTHELOT, Conseiller

GREFFIER LORS DES DÉBATS : Cécile NOLIN FAIT

DÉBATS à l'audience publique du 27 Janvier 2011 après rapport oral de l'affaire par
Françoise GIROT

Les parties ont été avisées à l'issue des débats que l'arrêt serait prononcé par sa mise à disposition au greffe.

ARRÊT CONTRADICTOIRE prononcé publiquement par mise à disposition au greffe le 10 Mars 2011 (date indiquée à l'issue des débats) et signé par Françoise GIROT, Président, et Cécile NOLIN FAIT, Greffier, auquel la minute de la décision a été remise par le magistrat signataire.

ORDONNANCE DE CLÔTURE DU : 9 décembre 2010

Par une déclaration en date du 12 mai 2010 le distributeur Y venant aux droits du fournisseur X a relevé appel , dans des conditions de forme et de délai non critiquées, d'un jugement rendu le 13 avril 2010 par le tribunal de grande instance de Douai qui l'a condamnée à payer à la société d'assurance G la somme de 17 511 € et à la SARL N. la somme de 450 € représentant le préjudice subi par cette dernière à la suite d'une coupure d'électricité survenue le 7 mai 2006 et aux deux demandeurs la somme de 1500 € sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile ainsi qu'aux dépens.

Pour l'exposé des faits, de la procédure et des moyens et prétentions initiales des parties la cour se réfère au jugement déféré. Il suffit de rappeler que la SARL N., dont le gérant est Dominique N., exploite à [...] un élevage de poulets d'une capacité de 22 000 animaux, que le 7 mai 2006 un orage a provoqué l'interruption de l'alimentation électrique du bâtiment avicole provoquant l'arrêt du système de ventilation et la mort par asphyxie de 15 000 poulets, que la société G. a indemnisé la SARL N. en versant à Dominique N. la somme de 17 711 € , la SARL N. ayant gardé à sa charge une franchise de 450 € , que c'est dans ces conditions que la SARL N. et la société G. ont saisi le tribunal de grande instance de Douai en invoquant à titre principal le manquement du fournisseur X à son obligation de résultat , que le fournisseur X a invoqué en réponse l'irrecevabilité des demandes, la société G. ayant indemnisé Dominique N. et non la SARL N. et celle ci ne justifiant pas avoir qualité pour agir, qu'elle a également invoqué les défaillances du système de secours mis en place par la SARL N. qui n'est pas conforme aux dispositions de l'arrêté du 30 mars 2000 et rappelé qu'elle n'est débitrice que d'une obligation de moyen dans la délivrance du courant et qu'il appartenait à la SARL N. de se prémunir contre les risques particuliers pouvant découler de l'interruption de la fourniture d'électricité, que c'est dans ces conditions que le tribunal a rendu la décision déférée.

Par conclusions notifiées le 13 septembre 2010 le distributeur Y demande à la cour d'infirmier le jugement, de déclarer irrecevables et en tous cas mal fondées les demandes de la société G. et de la SARL N. et les condamner à lui verser la somme de 4000 € sur le fondement des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile et aux dépens.

Le distributeur Y fait essentiellement valoir :

- que nul ne plaide par procureur et que le demandeur doit justifier de sa qualité pour

agir et de son intérêt à agir, que la société G. a indemnisé Dominique N. et non la SARL N. qui ne produit aucun document permettant de démontrer sa qualité pour agir.

- que le principe du contradictoire est la condition d'un débat judiciaire loyal et qu'en l'espèce l'expertise à laquelle l'assureur a procédé ne lui est pas opposable, le tribunal ayant omis à tort de prendre en considération son argumentation sur ce point et n'ayant au surplus retenu du rapport que les éléments favorables à la SARL N.,

- que c'est également à tort que le premier juge a refusé d'appliquer les règles de droit qui ont valeur de normes s'imposant dans la hiérarchie des textes en écartant l'application des dispositions de l'arrêté du 30 mars 2000 du ministre de l'agriculture et de la pêche qui imposent, lorsque la santé et le bien être des animaux dépendent d'un système de ventilation artificielle, de prévoir un système de secours approprié et un système d'alarme pour avertir en cas de défaillance avec obligation de vérification périodique,

- que ni Dominique N. ni la SARL N. n'avaient mis en place un tel système et que les manquements de Dominique N. et de la SARL N. sont de nature à l'exonérer totalement ,

- que la chronologie des faits démontre en effet que le sinistre n'est pas imputable à un concours de circonstances ne caractérisant pas de faute du créancier de l'obligation mais du dysfonctionnement du système de secours mis en place par Dominique N. et qui lui est imputable.

Par conclusions notifiées le 17 novembre 2010 la société G. et la SARL N. demandent à la cour , au visa de l'article 1147 du code civil et subsidiairement de l'article 1382 du même code, de confirmer le jugement et de condamner le distributeur Y à leur payer la somme de 2500 € pour résistance abusive et celle de 1500 € sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile et aux dépens.

Sur la recevabilité les intimées soutiennent que la SARL N. vient aux droits de Dominique N. qui exploitait antérieurement en son nom personnel et a ensuite créé la SARL N. au début de l'année 2006.

Sur le fond du litige elles font essentiellement valoir que le contrat de fourniture d'électricité est un contrat de vente et que l'obligation du fournisseur est une obligation de résultat, qu'il ne peut se dégager de cette obligation en imposant à son client de se prémunir en prévision d'une défaillance de sa part, que le dernier alinéa de l'article 5-1 du contrat doit s'analyser comme un conseil donné au client et qu'à défaut une telle clause viderait de son sens l'obligation de garantie et aurait un caractère abusif, que la SARL N. n'a commis aucun manquement, que les éléments de sécurité exigés par l'arrêté du 30 mars 2000 existent et ont fonctionné et qu'il n'est démontré ni faute de la victime ni force majeure.

Elles ajoutent que l'article 5-4 des conditions générales du contrat de fourniture permettent au distributeur Y de refuser la fourniture d'électricité si elle estime l'installation de son client non conforme, ce qu'elle n'a pas fait en l'espèce, démontrant ainsi que qu'elle n'estimait pas l'installation de la SARL N. non conforme aux normes en vigueur.

MOTIFS DE LA DÉCISION :

Il résulte de l'examen des pièces produites qu'après avoir exploité en nom personnel un élevage de volailles à [...] Dominique N. a créé, avec son épouse Anne M., une SARL ayant pour activité l'élevage de volailles qui a repris l'exploitation antérieure, que les statuts de la société ont été signés le 23 février 2006 et que la publication au registre du commerce est datée du 17 mars 2006.

Il s'ensuit que la SARL N., qui avait débuté son activité à la date du sinistre, a qualité pour agir en réparation et intérêt à agir.

Par ailleurs la société G., qui a indemnisé son assurée, est subrogée dans ses droits et a également intérêt à agir.

Le tribunal a à bon droit déclaré l'action recevable et le jugement doit être confirmé de ce chef.

Aux termes de l'article 5 des conditions générales de vente d'électricité du fournisseur X s'engage à assurer la fourniture continue et de qualité d'électricité sauf dans les cas qui relèvent de la force majeure ou de contraintes insurmontables liées à des phénomènes atmosphériques ou des limites techniques existantes au moment de l'incident et dans les cas énumérés ci après.

Contrairement à ce qui est soutenu par les sociétés appelantes l'obligation du distributeur Y ne peut être qualifiée d'obligation de résultat dans la mesure où la fourniture de courant électrique peut subir des interruptions inopinées provoquées par des aléas que le fournisseur X doit s'efforcer de supprimer en apportant dans l'accomplissement de sa prestation le maximum de diligences, ce qui caractérise une obligation de moyens,

Par ailleurs si le dernier alinéa de l'article susvisé aux termes duquel dans tous les cas il appartient au client de prendre les précautions élémentaires pour se prémunir contre les conséquences des interruptions et défauts dans la qualité de la fourniture, ne met aucune obligation précise à la charge du client et ne définit pas les précautions élémentaires dont il fait état, l'arrêté du 30 mars 2000 du ministre de l'agriculture et de la pêche qui concerne l'élevage, la garde et la détention des animaux, dispose que « lorsque la santé et le bien être des animaux dépendent d'un système de ventilation artificielle, il convient de prévoir un système de secours approprié afin de garantir un renouvellement d'air suffisant pour préserver la santé et le bien être des animaux en cas de défaillance du système, et un système d'alarme doit être prévu pour avertir de la défaillance, le système d'alarme doit être testé régulièrement ».

Il résulte de la lecture du rapport versé aux débats par la société G. et n'est pas sérieusement contesté par le distributeur Y que l'exploitation de la SARL N. était équipée d'un système de secours, que notamment il existait un générateur à déclenchement automatique qui a fonctionné, une alarme avec transmetteur téléphonique reliée à deux numéros de téléphone, fixe et portable, un parafoudre, un système d'ouverture automatique de vantaux qui a fonctionné et un système d'extraction d'air dynamique forcée comprenant huit extracteurs qui n'a pas fonctionné en raison de la disjonction différentielle de l'arrivée électrique, le disjoncteur différentiel intermédiaire d'alimentation de la ventilation ne pouvant être réenclenché que manuellement en sorte que le bâtiment de l'exploitation s'est trouvé privé d'électricité jusqu'à l'arrivée de Dominique N..

Par ailleurs il ressort des déclarations de Dominique N. lors de l'expertise que le jour des faits un orage est survenu vers 13 H 30, que Dominique N. et son épouse étaient absents et se trouvaient à Saint Amand les Eaux à environ une heure de route, que Dominique N. a reçu un message sur son portable à 14 heures, qu'il est arrivé pour constater le sinistre à 15 heures et a pu à ce moment remettre en marche le système d'extraction d'air en réenclenchant le disjoncteur.

Il résulte donc de l'analyse de l'expert mandaté par l'assureur de la SARL N., au demeurant non contradictoire, que le système de secours mis en place par la SARL N. n'a pas fonctionné de façon satisfaisante en raison de l'absence d'une personne à proximité qui aurait pu enclencher le disjoncteur afin de rétablir l'alimentation électrique du bâtiment d'exploitation.

Contrairement à ce qui a été retenu par les premiers juges le sinistre n'est pas imputable à un concours de circonstances excluant le fait fautif de la victime mais est imputable à l'insuffisance du système de secours mis en place par la SARL N. qui au surplus ne justifie pas du retard de la transmission par le système d'alarme en raison de perturbations des liaisons téléphoniques.

Le fait de la victime est par conséquent à l'origine du sinistre et de nature à exonérer le distributeur Y contre laquelle aucune faute n'est établie.

Le jugement sera par conséquent infirmé en ce qu'il a condamné le distributeur Y à indemniser la SARL N. et la société G.

Il serait inéquitable de laisser à la charge du distributeur Y la totalité des frais non compris dans les dépens qu'elle a exposés pour se défendre en appel en compensation desquels la société G. et la SARL N. devront lui verser la somme de 1500 € sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile.

PAR CES MOTIFS :

La cour ;

Confirme le jugement mais seulement en ce qu'il a déclaré les demandes des sociétés G. et N. recevables.

Infirmé le jugement pour le surplus et, statuant à nouveau :

Déboute la société G et la SARL N de toutes leurs demandes.

Condamne la société G et la SARL N à payer au distributeur Y la somme de 1500 € sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile.

Condamne la société G et la SARL N aux dépens de première instance et d'appel.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

C. NOLIN FAIT F. GIROT